

Un ALÉ pour la République dominicaine?

par José Zaragoza

À l'occasion de la visite du président Hipólito Mejía le 4 novembre dernier, le Canada a annoncé la tenue de consultations publiques au sujet d'un accord de libre-échange (ALÉ) avec la République dominicaine. Visiblement, le Canada désire solidifier son influence dans la région des Caraïbes avec ce pays qui se situe à la croisée des chemins entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Amérique du Nord.

Dans la même veine, le Canada est en train de négocier des ALÉs avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et les quatre pays de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador). De plus, le Canada a récemment complété la mise en vigueur d'une entente similaire avec le Costa Rica qui est assortie de deux accords distincts en matière de coopération environnementale et de travail.

Le cas de la République dominicaine est particulièrement intéressant pour le Canada. De toute évidence, les progrès réalisés dans ce pays au cours de la dernière décennie, surtout au niveau économique, démontrent que cette candidature est un choix logique. Ces deux pays ont forgé des liens dont on ne peut négliger l'importance: le commerce bilatéral se situe dans les environs des 200 millions de dollars en 2001 alors que les investissements canadiens sont en constante croissance. La République dominicaine est le troisième marché d'exportations pour le Canada dans la région caribéenne, en incluant l'Amérique centrale.

(MAECI, www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/dominicanrepublictrade-fr.asp, juillet 2002)

En outre, les Canadiens apprécient la République dominicaine comme destination touristique. Le Canada représente la troisième source de visiteurs en République dominicaine, avec une estimation de 300 000 touristes canadiens par année (OPI-DR, www.dr-opin.com, novembre 2002). L'importance du secteur touristique à l'économie de la République dominicaine est typiquement caribéenne et, considérant la forte dépendance du tourisme sur la qualité environnementale des ces destinations paradisiaques, le Canada peut apporter une aide considérable avec l'inclusion d'un accord de coopération environnementale à la signature d'un ALÉ.

Au niveau politique, le gouvernement de la République dominicaine fait preuve de maturité à l'égard de son voisin immédiat : Haïti. Malgré un passé houleux entre ces deux pays, la République dominicaine semble avoir compris que l'avenir du pays est intrinsèquement lié à celui d'Haïti. Sous le gouvernement Mejía, la République dominicaine adopte une politique de réconciliation nationale à l'égard d'Haïti et tente de tirer un avantage économique de la frontière dominicano-haïtienne qui, dans un passé non si lointain, a longtemps été une source de tension importante.

D'un point de vue canadien, cette politique de rapprochement entre ces deux pays est plutôt encourageante. Pour le Canada, la situation haïtienne est des plus préoccupantes et le renforcement des relations avec la République dominicaine lui permettra sans doute

d'établir une approche plus concertée à l'endroit du pays le plus sous-développé des Amériques.

Après un bref survol de ces liens unissant le Canada et la République dominicaine, la réalisation d'un ALÉ est pleinement justifiable. D'ailleurs, considérant les facteurs énumérés ci-dessus, nous pouvons même nous interroger sur les raisons ayant repoussé la réalisation d'un éventuel accord de libre-échange avec l'un de nos plus fidèles partenaires commerciaux dans la région caribéenne.

novembre 2002